

APPEL HUMANITAIRE POUR LE MOYEN- ORIENT

EXAMEN DES RÉPONSES EN TEMPS RÉEL



HUMANITARIAN
IMPACT INSTITUTE
Inclusive Learning



HUMANITARIAN
IMPACT INSTITUTE
Inclusive Learning

Le Humanitarian Impact Institute souhaite remercier le personnel du Disasters Emergency Committee et de la Coalition humanitaire, les organisations membres, leurs partenaires locaux et les parties prenantes pour leur engagement professionnel et leur soutien tout au long de l'examen de la réponse en temps réel de l'appel humanitaire pour le Moyen-Orient.

Cet examen de la réponse en temps réel vise à soutenir et à renforcer le travail continu et salvateur des personnes qui répondent à la crise.

Contenu

Acronymes	2
Résumé.....	3
Vue d'ensemble du contexte	3
Principaux résultats.....	4
Aperçu sectoriel	4
Qualité et équité des partenariats.....	4
Engagement communautaire significatif.....	5
Devoir de diligence, bien-être du personnel et approches fondées sur les traumatismes	5
Inclusion de la réponse.....	6
Sensibilité aux conflits	6
Recommandations.....	7
Eau, hygiène et assainissement (EHA).....	7
Abri.....	7
Santé	7
Aide financière polyvalente (MPCA).....	8
Sécurité alimentaire.....	8
Protection	8
Recommandations de la CHS	9



Acronymes

AEM	Aide en espèces à usages multiples
AHMO	Appel humanitaire pour le Moyen-Orient
AIDA	Association des agences internationales de développement
CHS	La Norme humanitaire fondamentale de qualité et de redevabilité
DEC	Disasters Emergency Committee
EHA	Eau, assainissement et hygiène
HC	Coalition humanitaire
MDP	Moniteur de développement communautaire
ODK	Kit de données ouvertes
OING	Organisation internationale non gouvernementale
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PSS	Soutien psychosocial
SMSPS	Santé mentale et soutien psychosocial
RRTR	Revue de la réponse en temps réel

Résumé

Vue d'ensemble du contexte

Le Disasters Emergency Committee (DEC) et la Coalition humanitaire (HC) ont lancé des appels humanitaires pour soutenir les communautés touchées par les conflits au Moyen-Orient. L'appel humanitaire pour le Moyen-Orient (AHMO) du DEC, lancé en octobre 2024, finance 15 organisations membres qui fournissent une réponse et une assistance humanitaires au Liban, à Gaza, en Cisjordanie et en Syrie, avec des allocations clés pour Aide financière polyvalente (MPCA), l'assistance alimentaire et les abris. La HC a lancé son financement en octobre 2023 à Gaza et en octobre 2024 au Liban, soutenant 12 organisations dans des secteurs critiques, notamment la sécurité alimentaire, la santé, la nutrition, les articles non alimentaires, les abris, la protection et l'eau, l'assainissement et l'hygiène, en mettant fortement l'accent sur la programmation tenant compte des questions de genre.

Les crises humanitaires à Gaza, en Cisjordanie, au Liban et en Syrie se sont aggravées à une échelle sans précédent, chaque région étant confrontée à un conflit et à des besoins humanitaires croissants. En mars 2025, les offensives militaires menées à Gaza depuis octobre 2023 ont fait 48 503 morts, 111 927 blessés et entraîné le déplacement de 1,9 million de personnes, soit 90 % de la population, dans un contexte de graves pénuries de nourriture, d'eau et de fournitures médicales¹.

En Cisjordanie, 40 000 réfugiés ont été déplacés de force depuis janvier 2025, et 804 Palestiniens ont été tués², 21% d'entre

eux étant des enfants, alors que la violence des colons et les restrictions de mouvement aggravent les difficultés économiques³. Le Liban, dont l'économie s'est déjà effondrée, est confronté à d'autres difficultés : 92 825 personnes sont toujours déracinées⁴ et près d'un million de personnes retournent dans des communautés en difficulté⁵. Entre-temps, la crise syrienne s'est aggravée après la chute du régime Assad, entraînant des déplacements massifs et une instabilité économique ; 717 017 Syriens sont rentrés chez eux depuis le début de l'année 2024⁶, tandis que 7,4 millions de personnes sont toujours déplacées⁷.

Face à ces besoins croissants, le DEC et les organisations membres de la HC, en collaboration avec 32 partenaires locaux, ont apporté une aide humanitaire vitale. Leurs efforts coordonnés fournissent une assistance urgente pour aider les communautés touchées par les conflits à atténuer les souffrances, à rétablir la sécurité et à reconstruire leur capacité à répondre aux besoins de base. Ces efforts sont déployés dans des conditions humanitaires parmi les plus restreintes, les plus complexes, les plus difficiles et les plus dangereuses de ces temps récents.

La collecte de données pour cette Revue de la réponse en temps réel (RRTR) a été menée entre mi-janvier et mi-février 2025, pendant une période d'hostilités réduites à la suite d'un cessez-le-feu déclaré, la phase de démarrage ayant commencé en décembre 2024. Elle visait à soutenir la gestion adaptative et l'apprentissage continu dans

¹ <https://www.unrwa.org/resources/reports/unrwa-situation-report-163-situation-gaza-strip-and-west-bank-including-east-jerusalem>

² <https://www.unrwa.org/newsroom/official-statements/large-scale-forced-displacement-west-bank-impacts-40000-people>

³ <https://www.un.org/unispal/document/unrwa-situation-report-163-on-the-situation-in-the-gaza-strip-and-the-west-bank-including-east-jerusalem-all-information-updated-for-5-11-march-2025/>

⁴ <https://www.unocha.org/publications/report/lebanon/lebanon-flash-update-63-escalation-hostilities-lebanon-13-march-2025>

⁵ <https://reliefweb.int/report/lebanon/unhcr-lebanon-flash-update-february-march-2025>

⁶ <https://reliefweb.int/report/syrian-arab-republic/unhcr-regional-flash-update-19-syria-situation-crisis-21-march-2025>

⁷ <https://www.unhcr.org/fr/actualites/articles-et-reportages/alors-que-certains-syriens-deracines-rentrent-chez-eux-dautres>

l'ensemble des réponses humanitaires du DEC et de la HC.

Conçu comme une initiative conjointe, la RRTR visait à informer des ajustements de programme en temps réel tout en promouvant la responsabilité et la transparence envers les communautés affectées et les parties prenantes. Utilisant une méthodologie à plusieurs niveaux, l'évaluation a combiné des entretiens approfondis, des discussions de groupe et l'analyse de données secondaires, en se concentrant sur les secteurs prioritaires, notamment une aide financière ponctuelle à objectifs multiples, l'eau, l'hygiène, l'assainissement et l'assainissement (EHA), l'assistance alimentaire, la santé, les abris et la protection. L'évaluation a porté sur Gaza, la Cisjordanie, la Syrie et le Liban. Au moment de la publication, les contextes de réponse ont une fois de plus changé de manière significative.

Principaux résultats

Aperçu sectoriel

La flexibilité opérationnelle a été un succès majeur dans tous les secteurs, permettant aux membres du DEC/HC et aux partenaires locaux d'adapter les stratégies d'approvisionnement et de changer d'approche en réponse aux contraintes logistiques. Le recours accru aux achats locaux, comme l'approvisionnement en réservoirs d'eau par l'intermédiaire de partenariats municipaux, a permis de surmonter les perturbations de la chaîne d'approvisionnement.

La capacité d'adaptation de la prestation de services a également été importante, les membres et les partenaires ayant ajusté les emplacements des projets pour distribuer des articles non alimentaires pour l'hiver dans les zones difficiles d'accès en fonction de l'évolution des conditions de sécurité. Des partenariats solides avec les acteurs locaux ont permis de poursuivre les efforts humanitaires, en particulier dans le secteur de la sécurité alimentaire, où des repas

chauds et des colis alimentaires ont été distribués malgré les restrictions d'accès au marché. Des solutions innovantes, telles que l'utilisation de portefeuilles électroniques dans le secteur d'Aide financière polyvalente, ont fourni aux populations déplacées des moyens sûrs et flexibles de gérer l'aide financière polyvalente malgré les problèmes d'infrastructure bancaire.

Néanmoins, la réponse a été mise en œuvre dans un environnement opérationnel extrêmement complexe et contraignant. Les obstacles logistiques et les problèmes de sécurité et d'accès, notamment les barrages routiers, les infrastructures endommagées et les restrictions à l'importation, ont retardé l'aide. Les infrastructures endommagées ont particulièrement compliqué le secteur de l'eau, de l'assainissement et de l'hygiène, où les barrages routiers ont entravé l'acheminement de l'eau par camion et ont nécessité un dédouanement d'urgence.

Les pénuries d'approvisionnement, exacerbées par les restrictions à l'importation et les difficultés d'approvisionnement au niveau local, ont encore retardé la distribution des produits de première nécessité pour l'hiver. L'instabilité et les problèmes de sécurité ont retardé les programmes de soutien psychosocial, ce qui a conduit à recourir à des outils numériques pour maintenir les services. La capacité globale à innover et à collaborer avec les partenaires locaux a permis de poursuivre le soutien dans des environnements évolutifs et complexes.

Qualité et équité des partenariats

Les membres du DEC/HC ont fait preuve d'un engagement solide en faveur de l'équité des partenariats locaux, comme en témoignent leur approche collaborative et leur respect de l'autonomie locale. Les partenaires locaux ont joué un rôle important pour atteindre les zones difficiles d'accès, nombre d'entre eux prenant en charge les opérations de première ligne à Gaza et en Cisjordanie. Leur connaissance

du contexte et leurs réseaux ont été d'une importance capitale pour la mise en œuvre.

D'autre part, les partenaires locaux ont dû faire face à des défis importants, notamment une charge de travail élevée et une rotation du personnel, d'autant plus que le personnel qualifié a été recruté par des organisations internationales non gouvernementales (OING).

Les recommandations d'une étude antérieure commandée par le DEC et intitulée *Towards Transformation : Progression Partnerships Within the DEC*⁸, notamment en ce qui concerne le renforcement des capacités locales et de la collaboration, ont été partiellement mises en œuvre, bien que certaines actions à plus long terme, telles que l'intégration du leadership local dans tous les aspects des stratégies du DEC, soient encore en cours. Bien que le financement et la prise de décision soient de plus en plus décentralisés, d'autres mesures sont nécessaires pour assurer la durabilité et le développement des capacités des partenaires locaux au-delà des besoins opérationnels immédiats.

Engagement communautaire significatif

Des mécanismes de plainte et de réponse existent dans tous les pays membres du DEC/HC, mais ils sont souvent sous-utilisés en raison d'une sensibilisation limitée des communautés affectées. Les communautés affectées, en particulier, ont été confrontées à des obstacles plus importants pour accéder à ces mécanismes et, bien que certains systèmes aient fait preuve de réactivité, les retards dans la résolution des retours d'information étaient fréquents, en particulier dans la bande de Gaza. Les contraintes en matière de sécurité et de ressources à Gaza et en Cisjordanie ont encore limité l'efficacité des mécanismes de financement communautaire. Malgré les

efforts de sensibilisation, des difficultés ont persisté en ce qui concerne l'utilisation cohérente et la résolution en temps voulu du retour d'information. Bien que le retour d'information ait été utilisé pour éclairer les décisions opérationnelles, des efforts plus complets sont nécessaires pour faciliter un engagement communautaire efficace et améliorer la réactivité.

Devoir de diligence, bien-être du personnel et approches fondées sur les traumatismes

Les secrétariats du DEC/HC ont mis l'accent sur le bien-être du personnel pour les responsables de la mise en œuvre. Bien que des services de santé mentale et de soutien psychosocial aient été fournis au personnel, les partenaires locaux ont été confrontés à des lacunes en matière de soins de santé mentale, ce qui a soulevé des questions d'ordre éthique. Des politiques d'obligation de soins ont été mises en place, mais des problèmes tels que l'épuisement professionnel, le manque de rotation du personnel et les effets psychologiques à long terme subsistent, en particulier dans les environnements à haut risque tels que Gaza et la Cisjordanie.



⁸<https://www.dec.org.uk/sites/default/files/media/document/2024-07/Towards%20Transformation%20-%20DEC%20Partnerships%20Review.pdf>

Si les politiques de sauvegarde étaient opérationnelles, la cohérence et l'efficacité de leur mise en œuvre variaient, certains partenaires locaux ayant du mal à appliquer les politiques en raison de ressources et d'une formation limitées. La communication avec les populations touchées n'était pas non plus homogène, des obstacles tels que le faible niveau d'alphabétisation, les déplacements et les infrastructures limitées entravant l'accès aux informations essentielles. Bien que certaines organisations aient réussi à mettre en place des approches de communication ciblées telles que des messages simplifiés, des traductions, des aides visuelles et l'engagement des leaders communautaires, des lacunes ont persisté, en particulier parmi les groupes vulnérables qui n'ont peut-être pas pleinement compris leurs droits ou les services disponibles en raison des défis logistiques et des mouvements de population continus.

Inclusion de la réponse

Les membres et les partenaires locaux ont donné la priorité aux groupes vulnérables tels que les personnes handicapées, les ménages dirigés par des femmes et les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) dans le cadre de leurs évaluations et de leurs critères de ciblage. Les efforts d'inclusion ont consisté à fournir des services accessibles tels que des portefeuilles électroniques d'aide financière, des latrines accessibles et des équipes médicales mobiles. D'un autre côté, les problèmes de transport, les points de distribution éloignés et l'accès limité pour des groupes tels que les femmes enceintes et les personnes âgées ont persisté. Des problèmes tels que la difficulté de collecter des données désagrégées (dans certaines situations) ont compliqué la fourniture de

services ciblés. La collecte de données a également été entravée par la dépendance à l'égard des dossiers papier, la mauvaise connectivité et le manque d'outils ou de formation. Bien que certains membres prévoient de collecter des données mieux ventilées à l'avenir, l'absence de suivi en temps réel et le contexte permanent d'instabilité ont entravé l'efficacité des évaluations des besoins et de la conception des réponses. Pour combler les lacunes en matière de données, il faudrait améliorer les systèmes et les outils de gestion des données afin d'identifier avec précision et en temps voulu les groupes vulnérables.

Sensibilité aux conflits

Les membres de DEC/HC et leurs partenaires ont fourni des efforts pour intégrer la sensibilité aux conflits dans leur réponse humanitaire. Bien que cela n'ait pas toujours été formellement documenté, de nombreuses organisations ont adapté leurs approches en fonction du retour d'information, des observations et des plaintes. Cependant, la programmation a eu tendance à être réactive - en réponse aux tensions émergentes, en particulier sur les sites de distribution - plutôt que d'atténuer les risques de conflit de manière proactive.

L'évolution rapide des conditions dans les zones touchées a rendu difficile l'application de stratégies cohérentes d'atténuation des conflits. En conséquence, les organisations ont souvent donné la priorité aux besoins urgents plutôt qu'à des actions structurées et préventives. Malgré ces difficultés, la coordination a joué un rôle crucial. Les partenaires ont partagé des informations en temps réel et ont ajusté leurs stratégies de soutien en conséquence, ce qui a permis une assistance plus réactive et mieux adaptée au contexte.

Recommandations

Ces recommandations sont applicables à l'ensemble des pays de l'AHMO, à moins qu'elles ne soient spécifiquement identifiées pour un pays.

Eau, hygiène et assainissement (EHA)

Recommandation 1 : Réduire la surpopulation des points de distribution d'eau à Gaza et assurer l'approvisionnement des communautés :

- a. Établir plusieurs points de distribution plus petits et mettre en place des horaires échelonnés en assignant des heures ou des jours spécifiques aux différentes communautés afin d'éviter la surpopulation.
- b. Intensifier les actions de proximité pour informer les populations concernées des calendriers de distribution.
- c. Livrer de l'eau tous les jours de la semaine, y compris le vendredi.
- d. Fournir de l'eau potable aux communautés invitées autour des abris afin de réduire les tensions communautaires.

Recommandation 2 : Consulter la communauté sur le contenu optimal des kits d'hygiène, puis revoir la conception des kits en fonction des besoins identifiés par la communauté. Cette consultation et cette conception devraient tenir compte des besoins différents des personnes âgées, des femmes enceintes et des nourrissons.

Abri

Recommandation 3 : Veiller à ce que les distributions de vêtements et d'articles de première nécessité soient basées sur la consultation des communautés et reflètent les tailles appropriées, la différenciation selon l'âge et les besoins culturels. Éviter de distribuer des vêtements identiques portant des logos ou de la même couleur.

Recommandation 4 : Étendre les programmes de bons d'achat là où les marchés fonctionnent et négocier collectivement des accords préalables avec les vendeurs locaux, notamment en ce qui concerne la taille, la variété et les politiques de retour, et donner la priorité à l'utilisation des marchés locaux pour la fourniture de vêtements afin de renforcer les marchés, de réduire les retards et d'accroître le choix/la dignité.

Santé

Recommandation 5 : Mettre en place des chaînes d'approvisionnement flexibles avec des fournisseurs de réserve et des listes collectives de fournisseurs déjà approuvés afin de réduire les effets de l'évolution des réglementations et des barrières douanières.

Recommandation 6 : Étendre le soutien psychosocial aux partenaires de mise en œuvre, éventuellement par le biais d'un mécanisme collectif

Aide financière polyvalente (MPCA)

Recommandation 7 : Continuer à donner la priorité aux activités en espèces au cours de la phase II, car les communautés ont suggéré que l'argent liquide était la forme d'assistance la plus utile dans tous les lieux d'appel.

Recommandation 8 : Élaborer collectivement un plan d'urgence clair en cas de désactivation des services bancaires numériques.

Sécurité alimentaire

Recommandation 9 : Adapter les modalités de l'aide alimentaire en fonction des conditions du marché, des besoins des ménages et du contexte local, et accroître la flexibilité afin de garantir que les achats correspondent aux choix des ménages.

Recommandation 10 : Améliorer les services de prestation pour les groupes vulnérables, tels que les personnes âgées, les femmes enceintes et les personnes handicapées, afin de faciliter l'accès à l'assistance et de réduire les obstacles à celle-ci.

Recommandation 11 : Tirer parti des structures locales et de la participation des communautés pour mieux répondre à leurs besoins. Dans des régions comme la Cisjordanie, il convient de renforcer la collaboration avec les entités locales telles que les conseils de village et les Moniteurs de développement communautaire (MDC) afin de garantir un ciblage précis, transparent et inclusif.

Protection

Recommandation 12 : Augmenter le nombre de sessions de protection et de SMSPS pour répondre à l'ampleur des besoins, en particulier pour les enfants et les personnes vulnérables.

Recommandation 13 : Poursuivre et intensifier l'intégration des services de protection avec les programmes de bons alimentaires, les MPCA et les services de santé, car cette approche holistique s'est avérée efficace pour améliorer le bien-être socio-économique et psychosocial des populations touchées.

Recommandation 14 : Recruter et déployer des conseillers hommes et femmes pour répondre aux besoins divers des différents groupes - filles, garçons, hommes et femmes - tout en respectant les normes culturelles et les attentes en matière de respect de la vie privée dans le contexte socialement conservateur de Gaza

Recommandation 15 : Fournir une formation continue et des ressources aux équipes de protection afin d'améliorer leurs compétences en matière de conseils adaptés à la culture, de soins tenant compte des traumatismes et de gestion de cas, en garantissant une prestation de services cohérente et de haute qualité

Recommandation 16 : Les programmes de protection devraient intégrer des plans d'urgence pour tenir compte des conditions de sécurité imprévisibles et de l'instabilité persistante, notamment

- a. Veiller à ce que les services de protection puissent être rapidement déployés dans les zones de sécurité et adaptés en fonction de l'évolution du cessez-le-feu et des conditions de sécurité.
- b. Mettre en place des services de SMSPS mobiles ou des espaces sécurisés temporaires pour les familles dans les zones à haut risque où les infrastructures (par exemple, les centres communautaires ou les écoles) peuvent être indisponibles ou instables.
- c. Ces services mobiles peuvent permettre aux groupes vulnérables de continuer à bénéficier d'un soutien pendant les périodes de déplacement.

Recommandations de la CHS

Recommandation 17 : Les membres devraient améliorer la collecte de données sur les vulnérabilités en équipant les équipes d'outils de collecte de données hors ligne (c'est-à-dire des appareils avec des applications de collecte de données préinstallées comme ODK ou Kobo Toolbox).

Recommandation 18 : Intensifier les efforts pour répondre aux besoins spécifiques des groupes confrontés à des obstacles à l'accès, en particulier les personnes vivant avec un handicap et les personnes âgées.

- a. Offrir des services personnalisés tels que des aides à la mobilité et des technologies d'assistance
- b. Créer des programmes de santé et de sensibilisation dédiés aux personnes âgées qui peuvent rencontrer des difficultés à accéder aux services de base.

Recommandation 19 : Utiliser un mécanisme de plainte et de réponse commun aux partenaires locaux et aux membres et renforcer la sensibilisation et l'engagement en face-à-face pour s'assurer que les communautés, en particulier dans les zones difficiles d'accès ou à haut risque, comprennent les mécanismes de plainte et de réponse et leur fassent confiance. Investir dans la capacité des partenaires à mettre en œuvre et à gérer efficacement ces systèmes.

Recommandation 20 : Veiller à ce que les financements accordés aux partenaires prévoient des frais généraux suffisants pour assurer la viabilité à long terme et améliorer le bien-être du personnel.

Recommandation 21 : Remplacer la formation à court terme par un échange mutuel de capacités qui corresponde aux objectifs stratégiques et aux réalités opérationnelles des partenaires locaux.

Recommandation 22 : Les membres devraient établir des mécanismes de responsabilité clairs et cohérents pour recevoir les commentaires des partenaires, formaliser les processus d'apprentissage internes sur les partenariats équitables et promouvoir un dialogue inclusif.

Recommandation 23 : Intégrer des évaluations structurées des risques et une cartographie des conflits dans les cycles de suivi réguliers.

Recommandation 24 : Les députés devraient former leur personnel et leurs partenaires locaux à identifier les signes précoces de conflit ou de tension au sein des communautés.

- a. Fournir des outils pratiques et des scénarios pour les aider à repérer les risques - tels que les griefs des communautés, l'inégalité dans la fourniture de l'aide ou la méfiance croissante.
- b. Découvrez comment signaler ces signes précoces et prendre des mesures opportunes et appropriées pour éviter l'escalade.



HUMANITARIAN IMPACT INSTITUTE

Inclusive Learning

hi-institute.org/feedback